

# Revenus des ménages

Les ménages devraient bénéficier d'importants gains de pouvoir d'achat en 2000. Déflaté des prix, le revenu disponible brut progresserait de 2,7% en moyenne annuelle, après 2,4% en 1999. Le rebond de l'inflation ne devrait ainsi pas entamer la vigueur des revenus d'activité. La hausse de l'inflation en moyenne annuelle ne suffit pas en effet à annuler l'accélération de plus d'un point du revenu disponible brut. Celui-ci progresserait de 4,1% en moyenne annuelle en 2000, après 3,1% en 1999.

Cette augmentation résulte du très fort dynamisme de l'emploi salarié mais aussi des réductions d'impôts pesant sur les ménages décidées lors de la loi de finances rectificative. Ces dernières contribuent d'ailleurs à une accélération en cours d'année ; alors que les revenus salariaux progressent sur une pente régulière de près de 4,5%, les charges décèleront au second semestre. Le revenu disponible progresserait donc sur une pente supérieure à 4% au second semestre, après 3,5% au premier.

## Revenus d'activité en très forte croissance, grâce à la forte progression de l'emploi

La masse salariale brute reçue par les ménages croissait régulièrement en 1998 et 1999 (+3,8% en moyenne annuelle), elle devrait fortement accélérer pendant l'année 2000 (+4,7%).

Dans le secteur des SNF-EI, les créations d'emplois, déjà importantes en 1999, seraient en effet plus dynamiques encore. L'emploi salarié progresserait de +3,3% en moyenne annuelle, après +2,3% l'année précédente, alors que le salaire moyen par tête accélérerait quelque peu avec une croissance de 1,9% contre 1,6% l'an dernier.

En revanche, la masse salariale versée par la Fonction publique n'accélérerait pas. Elle progresserait à nouveau d'un peu plus de 3% en moyenne annuelle, avec une stabilisation des créations d'emplois après la montée en charge du dispositif des emplois jeunes

## REVENU DISPONIBLE BRUT DES MÉNAGES

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000		1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
Salaires bruts (58%)	2,1	1,8	1,9	2,1	2,4	2,5	3,9	4,0	4,9	3,9	3,8	4,7
Prestations sociales en espèces (32%)	1,0	2,1	1,6	1,3	1,3	1,6	3,1	2,9	2,9	2,5	3,5	2,8
Excédent brut d'exploitation (25%)	1,7	1,4	1,0	1,0	2,0	1,2	3,1	2,0	3,3	3,3	2,4	3,0
Revenus de la propriété (12%)	5,0	3,4	2,3	2,5	2,8	3,2	8,6	4,9	6,0	9,8	5,6	5,5
Prélèvements sociaux et fiscaux (-23%)	4,6	3,2	1,3	1,6	3,7	1,0	7,9	2,9	4,8	4,8	6,0	3,3
dont : Cotisations des salariés (-10%)	-23,0	2,5	2,5	2,9	1,6	2,5	-21,1	5,5	4,1	-21,6	5,0	4,5
Cotisations des non salariés (-2%)	-23,7	4,0	1,4	6,6	0,3	-0,1	-20,6	8,0	0,2	-22,4	5,5	4,1
Impôts sur le revenu y compris CSG et CRDS (-11%)	36,8	3,4	0,7	0,2	5,3	0,4	41,5	0,9	5,7	35,4	6,5	2,5
<b>Revenu disponible brut (100%)</b>	<b>1,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>2,3</b>	<b>3,0</b>	<b>3,6</b>	<b>4,0</b>	<b>3,7</b>	<b>3,1</b>	<b>4,1</b>
Prix de la consommation des ménages (comptes trimestriels)	0,2	0,1	0,5	0,4	0,9	0,4	0,4	0,9	1,3	0,7	0,7	1,4
Pouvoir d'achat du RDB	1,1	1,5	1,3	1,3	0,8	1,9	2,6	2,6	2,7	3,0	2,4	2,7

■ Préviation

NB : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997.

ces deux dernières années, et sous l'hypothèse conventionnelle de maintien en l'état de l'indice de traitement brut de la Fonction publique.

Les revenus des non-salariés, après avoir subi le ralentissement du début de l'année 1999, devraient reprendre un rythme de croissance soutenu en 2000, en raison du dynamisme de l'activité. Ainsi, l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels progresserait en 2000 de +3% en moyenne annuelle, après +1,7% en 1999.

Au total les revenus d'activité seraient particulièrement dynamiques au cours de l'année 2000. Ils progresseraient de +4,4% en moyenne annuelle, après +3,4% en 1999, et soutiendraient fortement la croissance du revenu disponible brut des ménages.

### Modération des prestations sociales

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages devraient connaître un léger ralentissement en 2000 (+2,8%), après l'accélération de 1999 (+3,5%). Celle-ci était en effet due en grande partie à la suppression des conditions de ressources associées au versement des allocations familiales.

En 2000, la base mensuelle des allocations familiales (BMAF) est revalorisée de 0,5% (contre 0,2% à législation inchangée).

La croissance des dépenses de la branche vieillesse resterait modérée en 2000. Les pensions de retraite bénéficient d'un coup de pouce de 0,3 point cette

année. Mais la situation démographique réduit les dépenses avec l'arrivée à la retraite des générations creuses.

En ce qui concerne la branche chômage, la convention d'assurance chômage, ainsi que les autres dispositifs liés à l'Unédic (ARPE, conventions de coopération, ...) ont été prorogés de six mois jusqu'au 30 juin 2000, et de nouvelles mesures pourraient être prises à partir du 1er juillet (prorogation, non-dégressivité, ...). Le régime chômage enregistre un ralentissement de ses dépenses grâce à la baisse du nombre de demandeurs d'emplois à indemniser.

Du fait de la tendance de ce début d'année, la commission des comptes de la Sécurité Sociale retient l'hypothèse d'un dépassement de 3,5 milliards de francs de l'objectif national d'assurance maladie (ONDAM) sur le champ du régime général. Désormais, une annexe à la convention signée avec les professionnels de santé fixe chaque année l'objectif des dépenses remboursables.

Malgré la revalorisation des minima sociaux de 2% au 1er janvier 2000, les prestations sociales versées par les administrations publiques ne devraient pas enregistrer d'accélération cette année.

### Ralentissement des prélèvements

Après l'accélération des prélèvements obligatoires en 1999, ces derniers devraient ralentir et favoriser la croissance du revenu des ménages en 2000. Ils

## LES TRANSFERTS SOCIAUX REÇUS ET VERSÉS PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000		1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100%)</b>	<b>1,0</b>	<b>2,1</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,6</b>	<b>3,1</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>	<b>2,5</b>	<b>3,5</b>	<b>2,8</b>
Prestations de Sécurité Sociale (71%)	0,7	1,9	1,6	1,2	1,1	1,7	2,7	2,8	2,9	2,4	3,3	2,7
<i>dont : Versés par le Régime général</i>	<i>0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,1</i>	<i>2,2</i>	<i>2,6</i>	<i>3,0</i>	<i>3,4</i>	<i>2,4</i>	<i>3,2</i>	<i>3,2</i>
Prestations de régimes privés (6%)	3,7	2,2	1,0	0,9	1,4	0,4	6,0	2,0	1,8	6,3	3,0	2,2
Prestations directes d'employeur (14%)	1,8	2,0	2,2	2,8	2,5	1,8	3,8	5,1	4,4	3,6	4,5	5,1
Prestations d'assistance sociale versées par les administrations (9%)	-0,1	3,6	0,8	0,6	0,8	1,0	3,5	1,4	1,8	-0,7	3,6	0,7
<b>Total des prélèvements sociaux</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>	<b>2,0</b>	<b>2,7</b>	<b>0,2</b>	<b>2,5</b>	<b>4,2</b>	<b>4,7</b>	<b>2,7</b>	<b>3,0</b>	<b>4,8</b>	<b>3,1</b>
Cotisations sociales effectives versées par les ménages (100%)	-8,0	2,4	2,1	2,7	-0,2	2,7	-5,8	4,9	2,4	-6,8	4,6	2,8
<i>dont : Cotisations des employeurs <sup>(1)</sup> (59%)</i>	<i>2,7</i>	<i>2,2</i>	<i>2,0</i>	<i>2,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>3,0</i>	<i>4,9</i>	<i>4,3</i>	<i>1,9</i>	<i>3,7</i>	<i>4,4</i>	<i>1,8</i>
<i>Cotisations des salariés (34%)</i>	<i>-23,0</i>	<i>2,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,9</i>	<i>1,6</i>	<i>2,5</i>	<i>-21,1</i>	<i>5,5</i>	<i>4,1</i>	<i>-21,6</i>	<i>5,0</i>	<i>4,5</i>
<i>Cotisations des non salariés (8%)</i>	<i>-23,7</i>	<i>4,0</i>	<i>1,4</i>	<i>6,6</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-20,6</i>	<i>8,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-22,4</i>	<i>5,5</i>	<i>4,1</i>

■ Prévission

**NB** : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997

(1) Les cotisations employeurs sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale ; elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

## DE LA MASSE SALARIALE DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET ENTREPRISES INDIVIDUELLES À CELLE REÇUE PAR LES MÉNAGES

(évolution en %)

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000		1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
Entreprises non financières (SNF - EI) (67%)	2,0	1,8	2,0	2,3	2,7	2,9	3,9	4,3	5,7	4,0	4,0	5,3
<i>dont Salaire moyen par tête</i>	0,7	0,9	0,8	0,9	0,8	1,5	1,6	1,6	2,3	1,8	1,6	1,9
Sociétés financières (5%)	2,6	1,6	1,4	2,5	0,2	1,9	4,2	3,9	2,1	4,3	3,6	2,6
Administrations publiques (25%)	2,0	1,5	1,6	1,3	1,8	1,2	3,6	2,9	3,0	3,5	3,1	3,2
Ménages hors EI (1,8%)	3,4	3,2	2,5	2,5	2,8	3,1	6,7	5,1	5,9	6,2	5,6	5,7
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100%)</b>	<b>2,1</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>2,1</b>	<b>2,4</b>	<b>2,5</b>	<b>3,9</b>	<b>4,0</b>	<b>4,9</b>	<b>3,9</b>	<b>3,8</b>	<b>4,7</b>

■ Préviation

**NB** : Les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 1997

progresseraient de +3,3% en moyenne annuelle, après +6% l'année précédente, contribuant pour près de 0,6 point à l'accélération du revenu.

Les variations des prélèvements sont imputables à celles de l'impôt sur le revenu. En 1999, son importante progression avait résulté de la forte croissance des revenus de 1998, en particulier sur les tranches les plus élevées. En 2000, le ralentissement prévu correspond à la mesure décidée par le gouvernement dans le projet de loi de finances rectificative. En effet, une réduction de 11 milliards a été décidée sur l'impôt sur le revenu, au moyen d'une baisse du taux d'imposition sur les deux tranches inférieures. Par ailleurs un allègement de 11 milliards a été décidé sur la taxe d'habitation.

### Des revenus financiers toujours dynamiques

Après un ralentissement en 1999, le solde des revenus financiers garde une croissance stable aux environs de +5,5% en moyenne annuelle sur l'année 2000.

Cette évolution s'explique en partie par les revenus distribués des sociétés, en croissance stable en 2000, après le fort ralentissement de l'année 1999 (+6,3% en moyenne annuelle, après +19,6% en 1998). En revanche, les intérêts versés par les ménages progresseraient à nouveau en 2000 sous l'effet de la remontée des taux longs. ■

# Consommation des ménages

Les dépenses de consommation des ménages restent très dynamiques, stimulées par d'importants gains de pouvoir d'achat et un climat de confiance particulièrement bien orienté. Elles progressent à un rythme proche de 3,5% depuis le début de l'année. Les achats de biens durables, tout particulièrement d'automobiles, enregistrent notamment des hausses très prononcées.

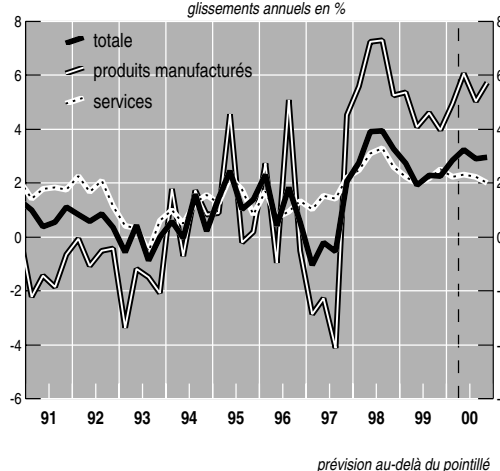
Ce dynamisme devrait continuer de prévaloir sur le reste de l'année. La vigueur du revenu réel, conséquence des fortes créations d'emplois et des allègements d'impôts opérés en fin d'année, continuerait d'alimenter les dépenses des ménages. Après une croissance vigoureuse au premier semestre, liée à la très forte décrue du chômage, leur rythme de progression s'infléchirait quelque peu sous l'effet de la remontée progressive des taux d'intérêt.

Au total, les dépenses de consommation des ménages progresseraient d'environ 3% en moyenne annuelle, en ligne avec le gain de pouvoir d'achat du revenu disponible. Les ménages ne devraient pas "tirer" significativement sur leur épargne : le taux d'épargne se replierait légèrement à 15,6% après 15,8% l'année dernière.

## Croissance très soutenue au début de l'année 2000

En 1999, les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 2,3% en moyenne annuelle, parallèlement au revenu réel. Les dépenses de consommation ont en particulier été stimulées par l'exceptionnelle diffusion des produits de "nouvelle technologie". Malgré un poids encore faible dans la consommation (moins de 2%), ces produits contribuent pour environ 0,5 point<sup>(1)</sup> à la croissance des dépenses de consommation en 1999 (contre 0,4 point en 1998). Sur l'ensemble de l'année, le taux d'épargne est resté stable à 15,8% du revenu disponible.

DEPENSES DE CONSOMMATION DES MENAGES  
aux prix de 1995  
glissements annuels en %



Le dynamisme des dépenses de consommation s'est poursuivi en début d'année 2000, conséquence de la vigueur du revenu disponible. La confiance des ménages, portée par le recul sensible du chômage, a poursuivi son embellie au premier semestre. Les dernières enquêtes de conjoncture confirment que les perspectives des ménages sont très favorables qu'elles portent sur leur niveau de vie, leur situation financière ou l'emploi. La progression des dépenses de consommation s'établit à 0,9% au premier trimestre de 2000, essentiellement en raison de la vigueur des dépenses en produits manufacturés (+2,4%). Ces dernières ont bénéficié de l'accélération des dépenses en textile-habillement (+3,6%), stimulées par le décalage de la période des soldes, et d'une poussée des achats en biens d'équipement du logement (+4,3%). Les dépenses des ménages en automobiles sont également restées bien orientées en ce début d'année. Ainsi, près de 950 000 immatriculations ont été enregistrées de janvier à mai 2000, soit une

(1) Pour ce calcul, le terme de produits de "nouvelle technologie" recouvre essentiellement les micro-ordinateurs et périphériques, les téléphones et télécommunications mobiles, les abonnements Internet et les services de télévision par câble ou par satellite.

## TAUX D'ÉPARGNE

	Niveaux semestriels						Niveaux annuels		
	1998		1999		2000		1998	1999	2000
	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.	1 <sup>er</sup> s.	2 <sup>nd</sup> s.			
Taux d'épargne	15,8	15,7	16,3	15,4	15,4	15,8	15,8	15,8	15,6
Taux d'épargne financière	7,4	7,1	7,3	6,4	6,4	6,9	7,2	6,8	6,7

■ Préviation

progression de 10% par rapport à l'année passée. Cependant, cette vigueur est en partie imputable à la disparition du système de millésime, qui entraîne un étalement des achats de véhicules jusqu'à lors très concentrés au troisième trimestre. La progression des dépenses des ménages en automobiles devrait néanmoins être proche de 6% sur l'ensemble de l'année 2000.

### Légère inflexion en fin d'année

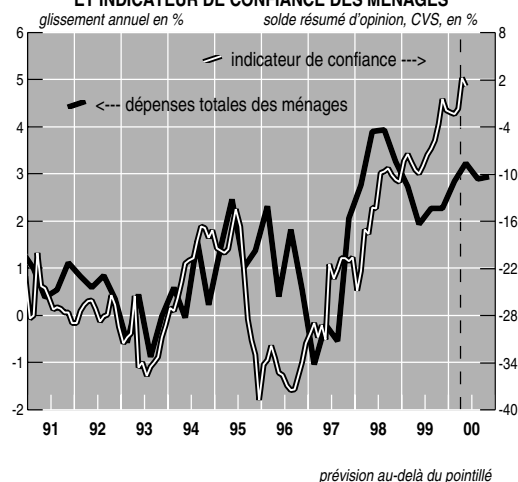
Le rythme de croissance des dépenses de consommation devrait rester soutenu au deuxième semestre, même s'il s'infléchit légèrement par rapport au rythme très vigoureux du début de l'année. Les dépenses des ménages continueraient d'être stimulées par l'accélération du revenu disponible brut (+4,1% en moyenne annuelle en 2000 après +3,1% en 1999), liée à la vigueur des créations d'emplois. Le pouvoir d'achat du revenu devrait par ailleurs bénéficier au deuxième semestre des baisses d'impôt associées à la loi de finances rectificative. Dans un contexte de baisse continue du chômage, la confiance des ménages, historiquement élevée à la mi-2000, ne devrait pas significativement se détériorer d'ici la fin de l'année. La remontée des taux d'intérêt ainsi que la hausse de l'inflation ralentiraient toutefois légèrement la consommation au deuxième semestre.

Les dépenses de consommation en produits manufacturés resteraient notamment très dynamiques jusqu'à la fin de l'année, leur progression atteignant 5,4% en moyenne annuelle. Elles continueraient en particulier d'être soutenues par une forte croissance des dépenses en biens durables, comme l'atteste la vigueur des crédits de trésorerie accordés aux ménages. Après une inflexion en début d'année, la consommation de services devrait également retrouver un rythme annuel soutenu de l'ordre de 2,5%. Elle continuerait de bénéficier de l'essor des services de télécommunications (téléphonie mobile, Internet). Par ailleurs, les dépenses de services liés au tourisme (transports, voyages, hôtels-café-restaurants) devraient continuer d'être dynamiques. Enfin, les dépenses en produits énergétiques, déprimées

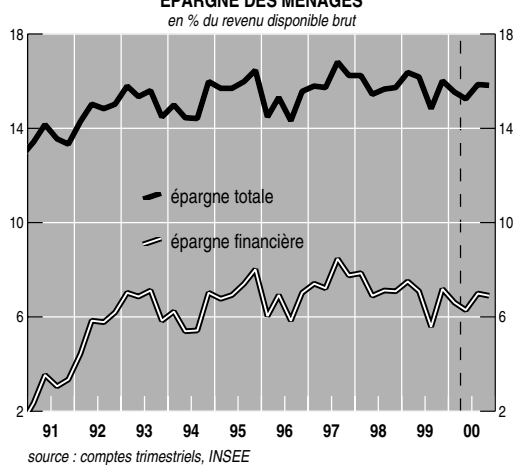
jusqu'à la mi-2000 par le renchérissement des carburants et des combustibles, pourraient se redresser pour atteindre 2,5% en moyenne annuelle.

Au total, la progression des dépenses de consommation des ménages serait proche de 3% en 2000 (après 2,3% en 1999), en ligne avec le pouvoir d'achat du revenu disponible. Le taux d'épargne reculerait légèrement à 15,6% du revenu disponible. ■

**DEPENSES TOTALES DE CONSOMMATION DES MENAGES (prix de 1995)  
ET INDICATEUR DE CONFIANCE DES MENAGES**



**EPARGNE DES MENAGES**



## DEPENSES DE CONSOMMATION ET PRINCIPALES COMPOSANTES

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000		1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
<b>Dépenses totales de consommation des ménages<sup>(1)</sup></b>	<b>2,1</b>	<b>1,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,3</b>	<b>3,3</b>	<b>2,3</b>	<b>2,9</b>	<b>3,5</b>	<b>2,3</b>	<b>3,0</b>
dont :												
- Alimentation (19,2%)	0,4	1,1	0,7	1,2	0,4	0,8	0,6	2,1	1,4	1,3	1,9	1,4
- Énergie (7,6%)	2,0	2,0	-0,8	0,5	1,7	1,0	6,0	-0,2	1,9	3,4	0,4	2,5
- Services (48,2%)	1,8	1,1	1,0	1,3	0,9	1,2	2,6	2,5	2,0	2,9	2,2	2,2
- Produits manufacturés (25,0%)	3,6	2,6	2,1	2,2	3,3	2,0	5,3	4,0	5,7	6,3	4,5	5,4
<b>Dépenses individualisables des administrations</b>	<b>1,2</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>2,4</b>	<b>2,4</b>	<b>2,7</b>	<b>2,4</b>
<b>Consommation effective totale<sup>(2)</sup></b>	<b>1,9</b>	<b>1,5</b>	<b>1,0</b>	<b>1,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,3</b>	<b>3,1</b>	<b>2,4</b>	<b>2,8</b>	<b>3,2</b>	<b>2,4</b>	<b>2,9</b>

■ Préviation

**NB** : Les données entre parenthèses donnent la part du poste en 1997.

(1) Y compris solde territorial.

(2) APU + ISBLSM.

# Investissement

L'effort d'investissement des entreprises ne fléchit pas. La vigueur de la demande, tant intérieure qu'étrangère, et la montée progressive des tensions sur l'appareil productif, dynamisent les intentions des industriels. D'après l'enquête sur l'investissement d'avril, ces derniers tablent sur une progression de l'investissement en valeur de 12% en moyenne annuelle dans l'ensemble de l'industrie en 2000 -de 14% dans l'industrie manufacturière- avec une forte accélération au second semestre. L'accélération de l'investissement dans l'industrie s'accompagnerait en outre d'une poursuite à un rythme soutenu de l'investissement du secteur tertiaire. Pour l'ensemble des entreprises, l'investissement progresserait de 7,0% en moyenne annuelle, après 7,7% en 1999.

Au premier semestre de 2000, l'investissement des entreprises devrait s'établir sur une pente de 6%, après le léger ralentissement observé à l'hiver 1999/2000. Dès le deuxième trimestre, l'investissement retrouverait une évolution dynamique, et progresserait à un rythme proche de 9%. Cette vague d'investissement se traduirait à la fois par une vive progression des dépenses d'équipement en biens manufacturés, et par l'augmentation, déjà sensible depuis le début d'année, de l'investissement en BTP et en matériel de transport. L'investissement en services informatiques pourrait pour sa part ralentir quelque peu après l'effort important entrepris pour le passage à l'an 2000.

Les conditions semblent donc réunies pour que se poursuive et s'amplifie le cycle d'investissement amorcé à la mi-1997. Au second semestre, l'investissement progresserait à un rythme semblable voire supérieur à celui atteint à la fin des années 1980. Les conditions de financement, qui restent favorables sur l'ensemble de l'année malgré la remontée des taux, confortent ces perspectives. La seule incertitude tiendrait à une ré-appréciation brutale du taux de change de l'euro contre le dollar, qui pourrait contrecarrer les projets d'investissement-particulièrement importants- des secteurs industriels, misant fortement sur la vigueur de la demande étrangère.

## Dynamisme de la demande

L'opinion des chefs d'entreprise sur l'évolution de la demande demeure très optimiste. D'après la dernière enquête de conjoncture sur l'activité dans l'industrie au mois de mai, les carnets de commandes, qui s'étaient stabilisés à un niveau élevé dans l'industrie manufacturière au premier trimestre, ont encore progressé. Cette bonne orientation concerne tant la demande intérieure que la demande étrangère. L'état des commandes dans l'industrie atteint ainsi un niveau jamais observé auparavant. Les perspectives de demande devraient en outre rester favorables au second semestre.

## INVESTISSEMENT PRODUCTIF DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES ET DES ENTREPRENEURS INDIVIDUELS

(aux prix de 1995, évolutions en %)

	moyennes annuelles				
	1996	1997	1998	1999	2000
<b>Par secteur d'activité</b>					
Agriculture	8,7	4,6	0,8	0,0	0,0
Industrie	8,9	3,9	4,1	5,0	7,0
<i>dont industrie manufacturière</i>	11,7	5,6	9,5	7,0	12,0
Construction	-11,1	-2,6	3,1	6,0	6,0
Tertiaire	-5,7	-1,5	11,4	9,7	7,8
<b>Ensemble des SNFEI</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>8,1</b>	<b>7,7</b>	<b>7,0</b>
<b>Par produit</b>					
Produits manufacturés	2,1	2,8	11,8	9,0	7,8
Bâtiment et travaux publics	-8,7	-7,7	-0,5	5,2	5,7

■ Prévision

Source : Comptes nationaux annuels et trimestriels



Dans le commerce et les services, l'opinion des chefs d'entreprise fait état d'une stabilisation de la tendance de l'activité à un niveau élevé tandis que dans le BTP, le jugement sur les carnet de commandes a encore progressé au premier trimestre.

### **Montée progressive des tensions sur les capacités de production**

Face au dynamisme confirmé de la demande, la production en produits manufacturés a semblé marquer une pause en début d'année. Ce léger tassement du rythme de progression de la production en produits manufacturés reflète probablement un comportement de précaution au tournant du millénaire informatique. Il pourrait aussi indiquer que l'ajustement de l'offre à la demande a nécessité un délai accru.

Le taux d'utilisation des équipements a en effet encore progressé au premier trimestre de 2000 dans tous les secteurs industriels, excepté dans l'automobile où il recule légèrement depuis ses niveaux records. Dans ce dernier secteur, le cycle d'investissement a en effet débuté plus tôt et l'effort d'équipement engagé continue d'être très important.

Dans tous les autres secteurs industriels les tensions continuent de s'accroître. Cela concerne les industries des biens intermédiaires et surtout l'industrie des biens d'équipement. Le taux d'utilisation y est à son niveau le plus élevé depuis la fin des années 1980. Les industriels de cette branche font en outre état d'une forte progression des goulots de production dans leur secteur.

Comme c'est le cas dans les phases ascendantes du cycle, cette situation conduit à un effort d'extension des capacités et à une accélération de la modernisation des équipements. Ainsi en 1999, la capacité de production dans l'industrie manufacturière aurait progressé de 2%. Cette augmentation de la capacité de production, jointe à l'augmentation en moyenne de deux points du taux d'utilisation, aurait ainsi permis de faire face à la croissance de la demande qui s'est élevée à 4% environ.

Cette tendance devrait se poursuivre en 2000. Ainsi, les réponses des industriels à l'enquête sur l'investissement d'avril indiquent que la part des investissements consacrés à l'extension des capacités continuerait de progresser comme en 1997 et 1998, tandis que les déclassements d'équipements pour modernisation s'accéléraient. Les déclassements opérés pour ce motif deviendraient cette année, dans l'industrie manufacturière, pratiquement aussi importants que les déclassements pour usure ou remplacement.

### **Un contexte de financement toujours très favorable**

Les conditions de financement demeurent favorables. Les taux longs restent, malgré leur remontée, à un niveau encore modéré. Ces conditions encourageantes continueraient de prévaloir au second semestre. Le crédit aux entreprises progresse très fortement.

La situation financière des entreprises est également porteuse. Ainsi d'après les réponses des industriels à l'enquête sur l'investissement d'avril, leurs capacités d'autofinancement, jugées favorables en octobre 1999, sont restées stables. La modération des coûts unitaires favorise une montée des taux de marge. Enfin le recours accru au crédit bancaire témoigne de la santé financière des entreprises, qui leur permet de recourir à l'emprunt, dans un contexte de relative abondance du crédit.

### **Accélération de l'investissement en cours d'année**

Les conditions semblent donc réunies pour que l'investissement continue d'être particulièrement dynamique en 2000. Tous les secteurs devraient enregistrer une progression soutenue. Le retour à une hausse plus forte des dépenses en équipement informatique s'accompagnerait d'une poursuite d'un effort d'investissement élevé en bâtiment et matériel de transport. Les dépenses en biens d'équipement mécaniques continueraient leur progression, bien qu'à un rythme plus faible que les autres composantes de l'investissement. Ce mouvement, déjà observable en 1999, traduit un accroissement de la part des équipements électroniques dans l'investissement industriel.

D'après les prévisions des chefs d'entreprise interrogés à l'enquête sur l'investissement d'avril, l'investissement industriel accélérerait nettement au second semestre. Parmi les branches les plus dynamiques figureraient cette année encore l'automobile, avec à nouveau une progression de l'ordre de 20%, et le secteur des biens intermédiaires, dont l'investissement accélérerait fortement en 2000 après la quasi stabilité observée l'année précédente. Seules paraissent en retrait les industries agricoles et alimentaires, tandis que l'investissement continuerait de croître de 8% en moyenne annuelle dans l'industrie des biens de consommation.

Dans le tertiaire, les indicateurs actuellement disponibles -immatriculations de petits véhicules utilitaires, mises en chantier de surfaces commerciales ou de bureau- attestent de la poursuite d'un effort d'investissement soutenu. Il en va de même dans le BTP. Les dépenses en services informatiques, malgré le ralentissement passager observé en début d'année, retrouveraient rapidement leur rythme de progression antérieur. ■

# Stocks

*La vigueur de la demande ainsi que la remontée des prix industriels devraient orienter favorablement le comportement de stockage. Celui-ci n'a en effet toujours pas contribué significativement à la reprise entamée dans l'industrie au printemps de 1999. La relative faiblesse de la production industrielle et le dynamisme un peu inattendu de la demande (particulièrement dans l'automobile) ont en effet contraint les entreprises à puiser largement dans leurs stocks en début d'année. La contribution des variations de stocks à la croissance du PIB devrait ainsi se révéler relativement faible au premier semestre, de l'ordre de 0,1 point.*

*Par la suite, l'accroissement des capacités de production occasionné par la forte progression de l'investissement et de l'emploi devrait permettre aux entreprises de satisfaire une demande, dont la vigueur ne semble pas se démentir, ainsi que la reconstitution progressive des stocks. Les variations de stocks devraient donc contribuer légèrement à la croissance. A cela s'ajoute la nécessité de reconstituer les stocks dans le secteur énergétique à la suite de l'important déstockage intervenu au cours de l'hiver dernier en raison de la hausse des cours du pétrole. Au total, la contribution des stocks à la croissance s'élèverait à environ 0,2 point de PIB sur l'ensemble de l'année.*

## La vigueur de la demande retarde le mouvement de restockage dans la branche manufacturière

Des perspectives de demande très favorablement orientées, des anticipations de prix qui continuent de se redresser et des stocks jugés particulièrement faibles laissent présager une contribution significative des variations de stocks à la croissance de la production manufacturière au premier semestre de cette année. En définitive, cette contribution aurait été quasiment nulle.

La très forte demande à laquelle sont confrontées les entreprises en serait à l'origine. Les enquêtes de conjoncture mettent clairement en évidence sa vigueur. Dans le secteur industriel, en particulier, elles soulignent son redressement spectaculaire depuis le creux enregistré au début de 1999. Dès la fin de l'année dernière, le solde d'opinion des industriels sur leurs carnets de commandes dépassait les maxima observés lors des deux cycles économiques antérieurs. En mai dernier, il a encore progressé très fortement, atteignant un nouveau record historique. Cherchant à satisfaire en priorité cette demande, les entreprises auraient été conduites à y consacrer leur production, au détriment de la reconstitution de leurs stocks.

Les raisons d'un restockage restent néanmoins toujours réunies. La tendance prévue de la demande, malgré un léger retrait dans l'industrie d'après les dernières enquêtes de conjoncture, est encore supérieure au sommet enregistré en 1998. De même, si le jugement des industriels sur le niveau des stocks remonte quelque peu depuis le minimum d'avril dernier, il reste inférieur au creux atteint en 1995. Surtout, les perspectives de prix continuent de se redresser. Amorcé à la mi-1999, ce mouvement se poursuit, entraîné par la hausse des prix de vente des biens intermédiaires liée à la reprise de l'activité mondiale. Dans un contexte où la vigueur de la demande semble perdurer, le mouvement de restockage devrait ainsi contribuer à la croissance du PIB au second semestre de cette année pour environ 0,2 point.

## Reconstitution dans les biens intermédiaires

L'année dernière, le mouvement de déstockage observé dans les biens intermédiaires a pesé pour près de 2 points sur la production de la branche. Très marqué dans la première moitié de 1999, il s'est

### STOCKS DE PRODUITS MANUFACTURÉS

1997	1998	1999	2000		1997		1998		1999		2000	
					1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.
-18,1	26,6	2,1	22,4	Variations de stocks en Mds de F 1995	-12,5	-5,6	12,8	13,9	2,7	-0,6	6,2	16,3
0,1	0,6	-0,3	0,2	Contribution des variations de stocks à l'évolution du PIB (glissement semestriel, en points)	0,1	0,2	0,5	0,0	-0,3	-0,1	0,1	0,2

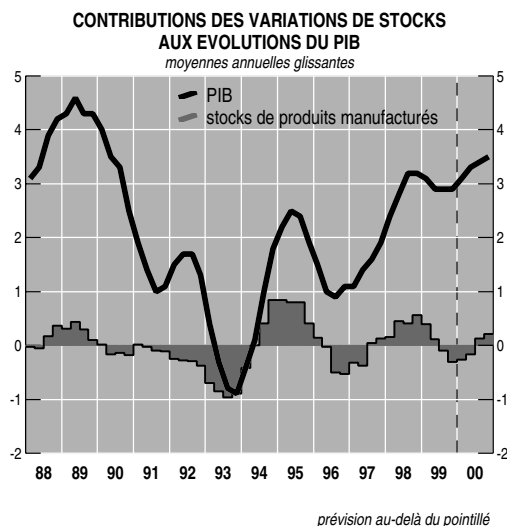
■ Prévission



atténué au cours de la seconde moitié de l'année. Toutefois, dès le milieu de l'année dernière, la demande adressée aux industriels de la branche s'est redressée très vigoureusement. En six mois, tout le terrain perdu au cours de 1998 a été regagné : à la fin de l'année dernière, les carnets de commandes ont même dépassé le maximum atteint à l'hiver 1997-1998. Cette vive accélération de la demande perceptible à travers les enquêtes de conjoncture a conduit les industriels à puiser dans leurs stocks pour pouvoir y répondre, faisant ainsi persister le mouvement de déstockage du début de l'année. Cependant, depuis le redressement de la situation conjoncturelle, les déterminants du comportement de stockage jouent tous favorablement. Les perspectives de demande sont bien orientées. Le niveau des stocks est jugé au plus bas. Enfin, en lien avec le redressement du prix des matières premières industrielles entraîné par l'augmentation des prix du pétrole et la reprise de l'activité mondiale, les anticipations de prix sont elles-mêmes orientées à la hausse. Les variations de stocks de biens intermédiaires pourraient donc redevenir positives dès le deuxième trimestre.

Dans la branche des biens d'équipement professionnel, des opérations exceptionnelles (livraison d'Airbus aux pays de l'ASEAN, notamment, ainsi que d'un paquebot au Libéria) ont donné aux variations de stocks un profil heurté au second semestre de l'année dernière et au début de cette année. Au delà, les motifs de stockage restent forts dans cette branche, où la demande est orientée à la hausse. Avec la vigoureuse reprise de l'activité en Europe qui s'est amorcée au milieu de 1999, les carnets de commande étrangers n'ont cessé de se garnir et atteignent désormais des niveaux records. La demande en biens d'équipement se trouve également stimulée par la vague d'investissements qui a marqué les deux dernières années et qui semble devoir se prolonger cette année, au vu de la dernière enquête de conjoncture sur l'investissement.

La branche automobile reste confrontée à une demande exceptionnellement forte, intérieure comme étrangère. Mais, alors que celle-ci avait contraint les entreprises à puiser largement dans leurs stocks, conduisant ainsi les variations de stocks à peser sur la croissance de la branche, la situation s'est inversée à l'hiver dernier : la contribution du mouvement de



stockage est en effet devenue très significative. Ce retournement tient entre autres aux investissements massifs réalisés l'année dernière qui ont permis aux entreprises à la fois de satisfaire la demande et de constituer des stocks correspondant à leurs anticipations de demande. Les prévisions d'investissement très favorables pour 2000 suggèrent que la réalisation de ce double objectif sera encore possible cette année.

### Stockage dans l'énergie et le bâtiment

Dans l'énergie, l'année 1999 avait été marquée par un important mouvement de déstockage lié à la hausse des prix du pétrole : les entreprises avaient été incitées à puiser dans leurs stocks de produits raffinés plutôt que de devoir s'approvisionner à un coût trop élevé. Le bas niveau de leurs stocks et la stabilisation des prix du pétrole les a conduites à adopter à nouveau un comportement de stockage au début de cette année, qui ne devrait pas s'inverser : le niveau des stocks reste en effet très bas au premier trimestre de 2000.

Dans la branche bâtiment-travaux publics, la forte progression des mises en chantier tout au long de l'année dernière liée à la reprise de l'investissement en bâtiment des entreprises et des ménages, se traduit par l'arrêt de la contribution négative des stocks. ■

# Production

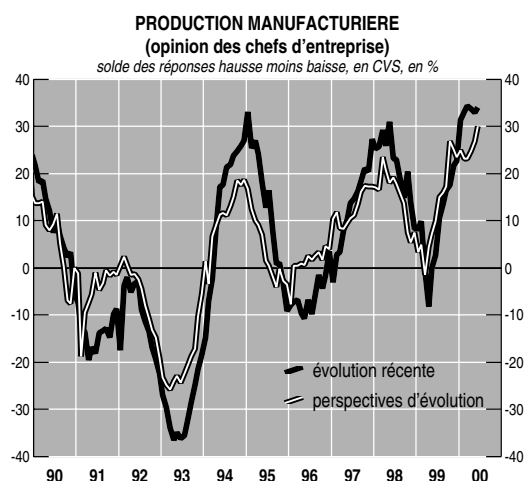
Soutenue par la vigueur de la demande intérieure, la production industrielle resterait très dynamique tout au long de l'année. Les perspectives sont également très favorables pour le BTP, sous l'effet de la poursuite des travaux de réparation faisant suite aux intempéries de décembre mais aussi en raison du dynamisme de la construction neuve. Certains services (conseil et assistance) bénéficieraient pleinement de la vitalité de l'investissement, alors que les services d'intérim pourraient voir leur dynamisme légèrement s'infléchir. Au total, la production marchande pourrait croître à un rythme proche de 4% en rythme annualisé tout au long de l'année.

## Dynamisme persistant dans l'industrie

Au premier trimestre de 2000, l'industrie automobile a encore été la branche la plus dynamique de l'industrie manufacturière (+4%). Le secteur a été porté par la vigueur de la demande étrangère et par des immatriculations de camions toujours très nombreuses. Les carnets de commandes des industriels restent très bien garnis, notamment sur le marché intérieur.

En début d'année, la production de biens d'équipement est demeurée soutenue. Les exportations ont été très vigoureuses (surtout hors zone euro), notamment en raison d'importantes opérations exceptionnelles (avions vers l'Asean, paquebot au Libéria).

L'activité dans les biens intermédiaires a démarré lentement au début de l'année, dans un contexte marqué par un ralentissement des exportations et de la demande intérieure. Cependant, l'enquête "activité dans l'industrie" ne signale pas d'essoufflement.



Après un très bon dernier trimestre de 1999, l'activité dans la branche des biens de consommation s'inscrit en léger retrait au premier trimestre de 2000. Les dépenses de consommation des ménages sont restées dynamiques, mais les exportations ont été assez médiocres.

La vigueur de la demande intérieure permettrait une vive croissance de la production manufacturière (plus de 5%) sur l'année 2000. L'investissement resterait dynamique au premier semestre. Selon l'enquête "investissement dans l'industrie", il accélérerait sensiblement au second semestre, ce qui laisse présager une accélération de la croissance dans la branche des biens d'équipement. L'automobile serait soutenue par une forte demande intérieure, les carnets de commandes étant bien garnis dans cette branche. L'activité ne ralentirait ni dans la branche des biens de consommation ni dans celle des biens intermédiaires.

## PRODUCTION MARCHANDE PAR BRANCHE

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000		1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
Agro-alimentaire	1,1	0,4	0,7	1,1	1,2	1,0	1,5	1,8	2,2	1,6	1,8	2,0
Énergie	2,6	0,2	-0,9	2,3	2,1	1,5	2,8	1,4	3,6	2,4	0,9	3,7
Produits manufacturés	3,0	0,8	1,6	2,5	2,7	3,0	3,9	4,1	5,8	6,0	3,0	5,4
Construction	0,2	2,6	3,1	1,6	3,1	2,2	2,8	4,7	5,3	1,4	5,1	4,9
Commerce - Transports	1,7	1,7	1,9	2,8	1,9	2,0	3,5	4,8	3,9	4,7	4,0	4,3
Services marchands	2,2	1,7	1,6	2,1	1,4	1,6	4,0	3,7	3,0	4,3	3,5	3,3
Services financiers	0,3	1,7	1,5	1,8	1,2	0,8	2,0	3,3	2,0	1,3	3,2	2,8

■ Préviation

## Activité plus modérée dans les services

Après deux années très dynamiques, l'activité dans les services a légèrement ralenti au premier semestre de 2000. Les enquêtes de conjoncture marquent un léger repli par rapport aux très bons indices d'opinion de la fin 1999. Si les soldes d'enquête se maintiennent à un haut niveau dans les services aux particuliers, ils accusent un recul sensible dans les services aux entreprises. Ce ralentissement serait passager dans l'activité de conseil et assistance, grâce au dynamisme de l'investissement au second semestre. Il pourrait traduire aussi un infléchissement dans les services opérationnels, notamment dans le travail intérimaire après la très forte expansion de la fin de l'année 1999.

## Croissance dans les transports

Les transports conserveraient une croissance élevée en 2000. Les transports de marchandises seraient soutenus par la vigueur de l'activité industrielle et par le dynamisme du commerce extérieur. Le trafic aérien de voyageurs poursuivrait sa forte croissance, tandis que l'activité des lignes TGV, ralentie en début d'année, reprendrait sa progression.

## Activité toujours soutenue dans le commerce de gros

Au premier trimestre de 2000, les ventes dans le commerce de gros ont été moins vigoureuses. L'activité est néanmoins restée dynamique dans le commerce des biens intermédiaires, d'équipement et de consommation non alimentaire. L'activité à l'étranger est globalement moins bien orientée depuis le début de l'année, sauf pour les biens d'équipement.

Selon l'enquête de conjoncture de mai, les intentions d'achats et d'importations sont orientées à la hausse, ce qui permet d'envisager une bonne tenue de l'activité globale dans le commerce de gros pour les mois à venir. En outre, les perspectives générales, malgré leur tassement, demeurent à un niveau très élevé.

## Maintien de l'activité dans le commerce de détail

Au premier trimestre de 2000, les ventes ont perdu de leur dynamisme dans le commerce de détail. Toutefois, les achats de biens d'équipement du foyer ont contribué au maintien de l'activité, dans le commerce spécialisé comme non spécialisé. Les intentions de commandes restent élevées dans le commerce spécialisé malgré leur tassement, tandis qu'elles perdent de leur vigueur dans le commerce non spécialisé. Les perspectives des détaillants, encore élevées mais en repli à l'enquête de mai, laissent présager au mieux une stabilisation de l'activité.

## Le BTP toujours très dynamique

L'activité de la construction devrait continuer d'être très dynamique en 2000. Après avoir nettement accéléré au début 2000, elle conserverait des rythmes de croissance soutenus tout au long de l'année. La production en moyenne annuelle pourrait avoisiner les 5% en 2000.

L'activité dans la construction neuve serait très soutenue en 2000. En effet, sur les premiers mois de l'année, les mises en chantier de logements individuels conservent leur tendance à la hausse. En outre, celles de logements collectifs se sont nettement redressées. Enfin, les mises en chantier de bâtiments non résidentiels sont restées particulièrement dynamiques. Ainsi, la bonne orientation des autorisations dans tous les secteurs et des perspectives des entrepreneurs (enquête de conjoncture) suggère une poursuite de l'activité dans la construction neuve.

L'activité d'entretien et d'amélioration continuerait d'être très forte, en raison notamment des travaux de réparation faisant suite aux intempéries de décembre. Cependant, l'ampleur des commandes dépassant les moyens disponibles, le surplus d'activité de ce secteur pourrait voir son expansion limitée par des contraintes de production (manque de personnel).

Enfin, les perspectives d'activité pour 2000 dans les travaux publics sont très favorables. Le secteur privé continuerait de croître, le bâtiment neuf étant toujours bien orienté ainsi que les commandes des collectivités locales à l'approche d'échéances électorales.

## Poursuite de la croissance de l'énergie

En 1999, la forte croissance de la production d'électricité était due en partie à un rattrapage après les fermetures de centrales de 1998. En 2000, la croissance reviendrait sur son rythme tendanciel, après les interruptions en janvier liées à la tempête.

## Contrastes dans la production agricole

La production de céréales augmenterait en 2000 sous l'effet de la légère extension des surfaces ensemencées. Celle-ci concerne essentiellement les céréales d'hiver, dont la sole croît de 2,0%. La diminution de 9% de la sole du colza suggère cependant qu'une baisse notable de sa production succède à la forte hausse de 1999. Sur les marchés de la viande, les crises successives ne suggèrent pas d'amélioration à court terme. Une stagnation de la production indigène brute des gros bovins est attendue en France cette année. La production de viande porcine, après un premier trimestre à la hausse, devrait diminuer à partir du printemps. Cette baisse s'accroîtrait au cours du second semestre. Il en serait de même pour la production ovine. La collecte de lait est en repli sur l'ensemble de la campagne 1999-2000 (-1,3% par rapport à 1998-1999). ■

# Résultats des entreprises

Les prix de production des entreprises accélèrent progressivement depuis le printemps 1999, sous l'effet du renchérissement du coût des matières premières et du pétrole en particulier. Sous l'hypothèse d'une stabilisation des produits pétroliers dans le reste de l'année 2000 un léger infléchissement apparaîtrait à partir du deuxième trimestre. Sur l'ensemble de la période, les prix de production croissent moins vite que les coûts des consommations intermédiaires. Ce mouvement est favorisé par la modération des coûts salariaux. Les hausses du salaire moyen par tête sont en effet restées limitées, alors que la productivité du travail continue de progresser sous l'effet du rebond industriel et que les entreprises bénéficient des mesures d'allègements de cotisations sociales associées à la réduction du temps de travail.

En dépit de la hausse des coûts des consommations intermédiaires, les résultats des entreprises devraient s'améliorer au cours de cette année : du fait de la modération du salaire réel et des allègements des charges des entreprises, le taux de marge devrait progresser d'un demi point environ. Il regagnerait ainsi le terrain perdu en 1999 du fait du ralentissement de la productivité.

## La modération des coûts salariaux limite la transmission du renchérissement des matières premières importées

Les coûts de production des entreprises non financières, se sont redressés à partir du printemps 1999. Ils accélèrent de trimestre en trimestre jusqu'au début

de cette année pour progresser de 0,9% au premier trimestre de 2000 alors qu'ils ne s'étaient accrus que de 0,5% au deuxième trimestre de 1999. Sur le reste de l'année, les coûts de production devraient ralentir et revenir vers des progressions de l'ordre de 0,5% par trimestre. En moyenne annuelle, les coûts de production augmenteraient de 2,6% en 2000 après 0,5% en 1999.

Cette évolution reflète essentiellement celle du coût des consommations intermédiaires. La hausse des cours du pétrole et des autres matières premières, renforcée par le recul de l'euro, a conduit à une progression de plus en plus rapide du coût des consommations intermédiaires. Celle-ci a atteint 1,4% au premier trimestre de 2000. Avec l'hypothèse d'un retour du prix du baril de Brent à 25 \$, les cours du pétrole devraient se détendre d'ici la fin de l'année, entraînant dans leur sillage les coûts des consommations intermédiaires des entreprises. Ceux-ci n'augmenteraient plus que de 0,5% à la fin de l'année. En moyenne sur l'année, ils s'accroîtraient de 4,0%.

La modération salariale a compensé en partie l'impact de ces hausses et devrait continuer de le faire au cours des trimestres à venir. Depuis le printemps 1999, le coût salarial unitaire est globalement stable. Il devrait diminuer au deuxième trimestre de 2000 (-0,4%) et progresser légèrement au second semestre (0,5% environ par trimestre). L'augmentation du salaire moyen par tête est restée faible en 1999 (0,4% par trimestre) et a été contrebalancée par la hausse de la productivité jusqu'à la fin de 1999. La baisse des cotisations sociales employeurs liée aux allègements de charges dans le cadre de la loi sur la

## LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES

(évolution en %)

	Glissements semestriels						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1998		1999		2000		1998	1999	2000	1998	1999	2000
	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.	1 <sup>er</sup> S.	2 <sup>nd</sup> S.						
Coût des consommations intermédiaires	-1,2	-0,7	0,5	2,2	2,3	1,1	-1,9	2,8	3,5	-1,0	0,7	4,1
Coût salarial unitaire	0,1	0,7	0,3	-0,2	-0,5	0,9	0,8	0,1	0,3	-0,6	0,6	-0,1
- Salaire (+)	1,0	0,9	0,7	0,8	0,8	1,5	1,9	1,5	2,3	2,1	1,6	1,8
- Productivité (-)	1,1	0,3	0,3	1,0	0,1	0,8	1,4	1,4	0,9	2,7	1,1	1,0
- Cotisations sociales employeurs (+)	0,2	0,1	0,0	0,0	-1,1	0,1	0,3	0,0	-1,0	0,0	0,1	-0,9
Coût unitaire total	-0,8	-0,1	0,4	1,3	1,3	1,0	-0,9	1,7	2,3	-0,9	0,5	2,6
Prix de production	-0,6	-0,5	0,2	1,2	1,6	1,1	-1,0	1,4	2,7	-0,6	0,2	2,8

■ Prévission

réduction du temps de travail a compensé le fléchissement temporaire de la productivité au premier trimestre et autorise une réduction du coût salarial au deuxième trimestre. Au second semestre de cette année, le coût salarial unitaire devrait néanmoins progresser plus rapidement sous l'effet de l'accélération du salaire par tête et de l'affaiblissement des effets des allègements de charge.

Face à l'évolution moins favorable de leurs coûts de production, les entreprises ont accru leurs prix : depuis le printemps 1999, les prix et les coûts unitaires de l'ensemble des entreprises non financières ont augmenté de façon à peu près identique. La hausse des prix devrait avoir culminé au début de 2000, comme les coûts unitaires de production. Par la suite, les prix de production ralentiraient, en ligne avec les coûts, mais la vigueur de la demande autoriserait une amélioration des marges.

La diffusion de cette inflation importée s'est faite de façon classique. La branche de l'énergie a été la première touchée : elle a répercuté presque intégralement la forte hausse des prix de ses consommations intermédiaires dans ses prix de production. Cette évolution combinée à la hausse continue des cours des matières premières s'est ensuite transmise aux branches des biens intermédiaires, de la construction

et du transport. La construction a accru ses prix de production d'autant plus facilement que certaines tensions sur l'offre apparaissaient. En revanche au premier trimestre de 2000, les prix de l'industrie manufacturière hors biens intermédiaires baissaient encore.

### **En dépit du renchérissement des consommations intermédiaires, les résultats des entreprises s'améliorent**

Le taux de marge des entreprises est resté globalement stable, à 39,7%, du deuxième trimestre de 1999 au premier trimestre de 2000, l'impact du coût des consommations intermédiaires étant à peu près compensé par la hausse de la productivité.

Le taux de marge progresserait d'un demi-point environ à partir du deuxième trimestre et atteindrait 40,4%. Le coût des consommations intermédiaires pèserait en effet moins sur les marges des entreprises. La baisse des salaires réels conjuguée aux diminutions des cotisations sociales employeurs allège fortement les charges salariales. Dans ce contexte, la vigueur de la demande permet aux entreprises d'accroître leur marge. ■